

**SENSIBILISER L'OPINION PUBLIQUE
SUR LE DÉVELOPPEMENT :**
LA COMMUNICATION, L'ÉDUCATION ET L'ÉVALUATION EN JEU

par
Annette Scheunpflug et Ida McDonnell

- Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), la nécessaire efficacité des programmes d'aide et l'interdépendance mondiale ont contribué à développer la demande et le sentiment de l'urgence d'une meilleure sensibilisation et formation du public à ces promesses et à leurs enjeux, dans les pays de l'OCDE.
- Les donateurs et les acteurs de terrain peuvent tirer un meilleur parti des évaluations et de leurs enseignements, pour améliorer l'efficacité et les résultats de la communication, de la sensibilisation et de la formation du public aux questions du développement global. Il leur faut en premier lieu comprendre la procédure d'une évaluation et la respecter scrupuleusement. Ensuite appréhender le caractère politique d'une évaluation et apprendre à le traiter. Et enfin à comprendre les limites de l'évaluation.
- Les membres du CAD, en accord avec leurs partenaires, doivent travailler ensemble à renforcer l'évaluation des campagnes de conscientisation et de formation du public en concevant un espace (un site internet par exemple) pour partager les résultats, leur expérience et les perspectives de l'évaluation ; pour mettre en commun les ressources affectées à la recherche scientifique sur les effets à long terme des initiatives qui se multiplient pour conscientiser l'opinion ; pour construire une solide base de connaissances sur ce qui marche et qui ne marche pas en la matière ; et, finalement, pour travailler en commun à l'adoption d'un minimum de normes communes pour les évaluations de la communication et de la sensibilisation et la formation du public aux questions du développement global.

Sensibiliser l'opinion publique sur le développement : la communication, l'éducation et l'évaluation en jeu

par

Annette Scheunpflug et Ida McDonnell



LES IDÉES EXPRIMÉES ET LES ARGUMENTS AVANCÉS DANS CETTE PUBLICATION SONT CEUX DES AUTEURS
ET NE REFLÈTENT PAS NÉCESSAIREMENT CEUX DE L'OCDE, DE SON CENTRE DE DÉVELOPPEMENT,
OU DES GOUVERNEMENTS DE LEURS PAYS MEMBRES.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Le Centre de développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été créé par décision du Conseil de l'OCDE, en date du 23 octobre 1962, et regroupe 23 pays membres de l'OCDE : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Corée, la Finlande, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie, ainsi que le Brésil depuis mars 1994, le Chili depuis novembre 1998, l'Inde depuis février 2001, la Roumanie depuis octobre 2004, la Thaïlande depuis mars 2005, l'Afrique du Sud depuis mai 2006 et l'Égypte, l'Israël et le Vietnam depuis mars 2008. La Commission des Communautés européennes participe également au Comité directeur du Centre.

Le Centre de développement, dont l'appartenance est ouverte non seulement aux pays membres de l'OCDE mais également à des pays non-membres, occupe un statut particulier au sein de l'OCDE et de la communauté internationale. Les pays membres du Centre concourent au financement des projets, définissent le programme de travail biennal, et veillent sur son exécution.

Le Centre tisse des liens entre les pays membres de l'OCDE et les pays en développement, et il encourage le dialogue entre eux, afin d'élaborer des solutions politiques aux enjeux mondiaux en gestation et aux défis du développement. Les personnalités participant aux événements organisés par le Centre sont invitées à titre personnel.

Une équipe restreinte du Centre coopère avec experts et organismes des pays membres de l'OCDE, afin de réaliser le programme établi. Les résultats sont discutés lors de réunions informelles d'experts et de décideurs politiques. Ils font l'objet d'une série de publications de référence destinées aux chercheurs et aux responsables. Les *Études du Centre* proposent des analyses de fond sur les grands enjeux du développement. Les *Repères* et les *Cahiers de politique économique* en résument les principales conclusions à l'intention des décideurs. Les *Documents de travail* traitent des aspects plus techniques du travail effectué au Centre.

Pour plus d'informations sur les activités du Centre, consulter le site : www.oecd.org/dev

Publié en anglais sous le titre :

***Building Public Awareness of Development:
Communicators, Educators and Evaluation***

© OCDE 2008

TOUTE REPRODUCTION, COPIE, TRANSMISSION OU TRADUCTION DE CETTE PUBLICATION DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE AUTORISATION ÉCRITE. LES DEMANDES DOIVENT ÊTRE ADRESSÉES AUX ÉDITIONS DE L'OCDE RIGHTS@OECD.ORG OU PAR FAX 33 1 45 24 99 30. LES DEMANDES D'AUTORISATION DE PHOTOCOPIE PARTIELLE DOIVENT ÊTRE ADRESSÉES AU CENTRE FRANÇAIS D'EXPLOITATION DU DROIT DE COPIE (CFC), 20 RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, 75006 PARIS, FRANCE, FAX 33 1 46 34 67 19, CONTACT@CFCOPIES.COM OU (POUR LES ÉTATS-UNIS EXCLUSIVEMENT) AU COPYRIGHT CLEARANCE CENTER (CCC), 222 ROSEWOOD DRIVE DANVERS, MA 01923, USA, FAX 1 978 646 8600, INFO@COPYRIGHT.COM.

Table des matières

Remerciements.....	4
Sigles et acronymes	5
Introduction	6
Conscientisation de l'opinion: définitions.....	7
Évaluation de la conscientisation et de la formation du public aux questions du développement : pourquoi aujourd'hui ?	13
Mettre en pratique les principes de l'évaluation.....	16
Conclusion.....	34
Notes	36
Bibliographie.....	38
Autres titres de la série.....	42

Remerciements

Cette publication est le fruit du séminaire informel d'experts « Information, argumentation et formation aux questions du développement : méthodes et outils pour améliorer l'évaluation », qui s'est tenu à Berlin les 19 et 20 mars 2007 sous les auspices du ministère allemand de la Coopération et du développement économiques (BMZ) et du Centre de développement de l'OCDE, avec le soutien de l'Université Friedrich-Alexander d'Erlangen-Nuremberg. L'évaluation est une tâche primordiale des experts de la communication du réseau DevCom du CAD : www.oecd.org/dev/devcom.

Les auteurs tiennent à remercier tout particulièrement leurs collègues du BMZ — Steffen Beitz et Hans Hammann — pour avoir accueilli l'atelier du réseau informel des experts de la communication du CAD; les organisateurs de l'atelier Eddie O'Loughlin et Sarah Lange, ainsi que les 60 participants. Nous sommes très reconnaissants envers tous les intervenants et les modérateurs qui nous ont offert matière à réflexion, leur expertise et des études de cas pertinentes. Il s'agit de Hans Hammann, Henri-Bernard Solignac Lecomte, Bert Pol, Steve Tibbett, Liam Wegimont, Catrina McDiarmid, Steffen Beitz, Heiner Widdig, Daniel Voelker, Doug Bourn, Jenny Da Rin, Andy Martin, Ann Lundqvist, Katri Kaarniala, Henny Helmich, Alexandra Caspari, Brigitte Gaiffe, Michael Stephens et Ulrich Nitschke. Enfin, nous remercions tout spécialement Doug Bourn, Jeff Dayton Johnson, Colm Foy et Henri-Bernard Solignac Lecomte de nous avoir aidé à éditer les nombreuses versions préliminaires.

Annette Scheunpflug est professeur de philosophie de l'Éducation à l'Université Friedrich Alexander d'Erlangen-Nuremberg. L'un de ses principaux domaines de recherche est la question de l'éducation internationale et les conséquences de la mondialisation sur l'apprentissage. Elle est membre du conseil consultatif sur l'éducation au développement auprès du ministère allemand de la Coopération et du développement économiques.

Ida McDonnell est analyste politique au Centre de développement de l'OCDE et coordonne le DevCom.

Sigles et acronymes

AMCP	Action mondiale contre la pauvreté
APD	Aide publique au développement
AusAID	Agence australienne pour le développement international
BMZ	Ministère allemand de la Coopération et du Développement économiques (<i>Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung</i>)
CAD	Comité d'aide au développement
DevCom	Réseau informel des experts en communication du CAD
DEEEP	Projet européen d'échange sur l'éducation au service du développement (<i>Development Education Exchange in Europe Project</i>)
FOI	Lois sur la liberté de la presse (<i>Freedom of Information Acts</i>)
GENE	Réseau européen d'étude sur l'éducation dans le monde (<i>Global Education Network Europe</i>)
G8	Groupe des huit
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
ONU	Organisation des Nations unies
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RU	Royaume-Uni
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

Introduction

L'évaluation des résultats pour les améliorer est devenu un outil de prédilection pour les décideurs politiques des pays de l'OCDE et pour les professionnels de la communication et de l'information en matière de formation aux questions du développement. Ces acteurs veulent renforcer efficacement la conscientisation de l'opinion au rôle de l'éducation dans le développement, car la forte détermination politique nécessaire pour l'élaboration de réformes ambitieuses ne peut se passer du soutien d'un public informé. Si les citoyens des pays de l'OCDE sont de plus en plus conscients de l'interdépendance mondiale, ils appréhendent mal cependant ses causes et ses effets. C'est pourquoi les donateurs institutionnels augmentent leurs subventions aux campagnes d'information et de formation des citoyens aux questions du développement dans le monde, dans un environnement politique qui exige des preuves basées sur des résultats. L'évaluation des connaissances apportées et des résultats obtenus est au cœur de cette approche. Mais la faire passer de la théorie à la pratique se heurte à une certaine inertie.

Comment passer à l'acte au-delà de ce consensus sur l'importance de l'évaluation ? Les acteurs clefs de ce secteur – pouvoirs publics et acteurs non gouvernementaux – doivent d'abord relever la série de problèmes que soulève l'évaluation, qui vont d'une relation de pouvoir inégale entre les différentes institutions qui financent et mettent en œuvre les campagnes d'information comme leur évaluation, aux approches et conceptions divergentes de la communication et de la formation aux questions du développement ; ou encore aux limites financières des subventions allouées aux évaluations.

L'objectif du séminaire informel des experts sur les questions de communication, de sensibilisation et de formation aux questions du développement, intitulé « Méthodes et outils pour améliorer l'évaluation » et organisé par le BMZ à Bonn les 19 et 20 mars 2007, était de dégager une lecture commune de la notion de l'évaluation. Cet atelier a réuni des experts de l'évaluation émanant des communautés de la coopération, de l'enseignement, de la communication et de la sensibilisation aux questions du développement, ainsi que des responsables politiques et des professionnels spécialisés dans la conscientisation du public aux questions du développement. Il a offert un espace permettant aux uns et aux autres de mieux appréhender les attentes et les points de vue respectifs en matière d'évaluation, ainsi que les leçons à tirer des différents défis auxquels celle-ci est confrontée.

Ce Cahier de politique économique est une introduction à la notion de l'évaluation, et il avance des propositions à l'attention des donateurs et des organismes de la société civile afin qu'ils puissent surmonter certaines des difficultés propres à l'évaluation. Les expériences et les leçons tirées du séminaire de Bonn sont présentées dans le contexte de la nécessité pour les pays membres de l'OCDE d'améliorer la manière dont ils informent et forment les citoyens aux questions du développement dans le monde. Nous évoquerons les trois approches de la conscientisation de l'opinion – information/communication, argumentation et éducation – car il est utile dans un premier temps de démontrer leurs liens et leur complémentarité. Ce Cahier de politique économique servira de référence et de guide pratique pour les donateurs qui se servent de l'évaluation pour renforcer le soutien institutionnel et lever des fonds supplémentaires. Il devrait également encourager la collaboration entre bailleurs de fonds d'une part et de l'autre les professionnels dont les travaux sont financés par l'aide publique au développement (APD), grâce à une meilleure compréhension de leurs perspectives et objectifs respectifs en termes d'évaluation. Ce document, qui se veut une simple introduction à l'évaluation, ne cherche pas à analyser en profondeur les complexités et les spécificités d'une bonne pratique de l'information, argumentation et formation aux questions du développement. Cette analyse mériterait de faire l'objet d'un travail ultérieur.

Conscientisation de l'opinion : définitions

La conscientisation de l'opinion en matière de développement passe par diverses initiatives dans les différents pays de l'OCDE. S'il y a consensus sur la nature d'une campagne d'information ou d'éducation, il faut définir précisément l'évaluation. Dans les pays donateurs, les trois principales activités de conscientisation aux questions du développement et à la marche du monde sont : i) l'information/communication sur les questions du développement ; ii) l'argumentation et les campagnes de communication ; et iii) la formation aux questions du développement mondial. Ce chapitre expose les grandes lignes des spécificités et des similarités de ces différentes activités, qui entreront en compte dans la prise de décision en matière d'évaluation.

L'Information/communication sur les question du développement

Il s'agit de la communication des pays donateurs en direction des différentes catégories de la société sur les questions de l'aide et du développement, sur les politiques, les programmes et leurs résultats. Les donneurs institutionnels et les ONG lancent des campagnes d'information/communication pour se donner de la visibilité, afficher leur transparence et leur sens des responsabilités, et pour lever des fonds. Ces campagnes de communication, que l'on qualifie aussi de « campagnes publiques », existent depuis le début des politiques de coopération au développement « institutionnalisées » dans les années 60¹. Il s'agit non seulement de divulguer une conscience de « gestion d'entreprise » envers ces politiques, mais aussi de rectifier les préjugés de l'opinion sur la réalité des pays en développement, de susciter et de conforter le soutien du public et des décideurs aux politiques des donneurs en faveur du développement et aux aides budgétaires.

Le devoir de transparence et de responsabilité des démocraties de l'OCDE sous-tend leur information/communication sur les questions du développement. Le droit d'accès à l'information – notamment *via* les lois sur la liberté de la presse – s'est renforcé dans les pays de l'OCDE, tout comme le besoin d'une communication plus active et plus transparente en direction des contribuables. La perte de confiance des citoyens envers les politiques publiques est une raison de plus pour que les gouvernements s'ouvrent et s'engagent davantage. Faire mieux comprendre les politiques de développement et leurs enjeux aide à conforter l'adhésion de l'opinion et à mieux faire face à la résistance institutionnelle aux réformes les plus difficiles².

Les ONG nationales et internationales concourent également à la pression exercée par les citoyens sur leurs gouvernements pour que ces derniers soient plus transparents en matière de politiques d'aide aux pays en voie de développement, de flux et de résultats³. Les gouvernements se doivent ainsi d'anticiper et de répondre à ce type de demandes d'information, et à présenter les résultats réalisés grâce à l'APD.

La nature de la communication publique sur la coopération au développement s'est transformée depuis une dizaine d'années. Après s'être exercée à sens unique sous la forme de rapports annuels reluisants et de communiqués de presse, elle adopte une approche plus interactive avec des technologies sophistiquées et participatives. Les consultations sur internet, qui mettent en contact direct agents du développement et internautes, sont de plus en plus en vogue. Les progrès sont toutefois très variables selon les différents pays membres de l'OCDE.

Argumentation et campagnes

L'argumentation (l'argumentation au nom d'une cause, d'une idée ou d'un individu) et les campagnes de communication (engagées en vue d'objectifs politiques spécifiques) n'ont jamais occupé autant de place dans la marche du monde. Argumentations et campagnes de communications se multiplient depuis qu'à la fin des années 80 les ONG de développement international et divers mouvements sociaux ont lancé un débat public sur les politiques de crédit de la Banque mondiale (débat généralement hostile aux politiques d'ajustement structurel). Se sont ensuivies les fortes mobilisations contre l'Organisation mondiale du commerce à la fin des années 90 (Seattle, Turin, etc.), et la mobilisation de l'organisation *Jubilee Campaign* pour l'annulation de la dette jusqu'aux décisions des sommets du G8 du nouveau millénaire⁴.

Encadré I. Un « plaidoyer » pour le développement

Tibbett (2007) définit l'argumentation du développement – (advocacy, le « plaidoyer ») – de la manière suivante :

- Le plaidoyer (l'argumentation) promeut le changement. Il est stratégique. Il est planifié. Il se doit d'avoir des objectifs clairs.
- Les organisations et les promoteurs des campagnes de communication aident les gens à s'exprimer eux-mêmes: le plaidoyer devient l'« agence de presse des pauvres ».
- Les campagnes sont un outil parmi d'autres du plaidoyer. Le plaidoyer est une discipline émergente dans le domaine du développement. Il cherche encore ses repères. C'est plus un travail d'artiste que de scientifique.
- La communication peut promouvoir le *statu quo* ou la sauvegarde. Le plaidoyer encourage le changement.
- La communication peut soutenir les objectifs du plaidoyer.

Source : voir la présentation de Tibbett sur : www.oecd.org/dataoecd/43/31/38406274.pps

De fait, l'argumentation est devenue une activité centrale des ONG – au nord comme au sud – comme le montre l'Action mondiale contre la pauvreté (AMCP) et d'autres réseaux internationaux comme *Reality of Aid*. L'argumentation n'est par ailleurs plus le domaine réservé des acteurs non gouvernementaux, comme l'illustre la création historique de la campagne du Millénaire des Nations unies en 2001. L'ONU a lancé cette campagne pour défendre et promouvoir la réalisation des OMD⁵. Les gouvernements nationaux jouent également un rôle important de catalyseur dans la défense et l'argumentation des questions de développement : le Premier ministre Tony Blair a ainsi invité les organisations de la société civile

(OSC) à faire campagne dans le cadre de la présidence britannique du G8 en 2005, ce qui a abouti à l'opération *Make Poverty History* (« Faites de la pauvreté une histoire ancienne »)⁶. Dans plusieurs pays membres du CAD, l'APD finance des campagnes analogues menées par la société civile. Les campagnes sur les questions de développement menées de pair par les gouvernements et les ONG prennent tendanciuellement de plus en plus de place dans la coopération contemporaine en faveur du développement.

L'enseignement des questions du développement global

L'enseignement des questions du développement global prépare les individus à répondre aux enjeux d'un monde interconnecté, et à se prendre en main pour défendre la solidarité et la justice sociale sur la planète (Bourn, 2007 ; Asbrand/Scheunpflug, 2006). Les citoyens, comme l'affirment ces auteurs, ont « droit » à cette forme d'éducation au développement :

- 1) Elle leur fournit les outils pour appréhender un monde interdépendant avec ses « fléaux universels » que sont la pauvreté, le réchauffement climatique, les guerres et les conflits. Une meilleure compréhension devrait pousser les individus à défendre les biens universels que sont le bien être, la paix et la participation (PNUD, 1999).
- 2) Elle leur permet de composer plus facilement avec les incertitudes que véhiculent l'accélération du changement social, la fragmentation et le métissage des cultures et des modes de vie (Appadurai, 1990).
- 3) Elle les aide à éprouver de l'empathie avec les étrangers et à savoir considérer le monde du point de vue, par exemple, des minorités, des populations rurales, ou des défavorisés et des marginalisés de l'économie.
- 4) Les gouvernements s'y sont engagés dans le cadre de la décennie des Nations unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-14 – DEDD)⁷.

Encadré 2. Définition de l'éducation au développement par les ONG européennes

L'enseignement des questions du développement – l'éducation au développement – est un processus d'apprentissage actif, fondé sur des valeurs de solidarité, d'insertion et de coopération. Il permet aux individus de comprendre les causes et les effets des questions internationales, et d'évoluer, à partir d'une connaissance des priorités internationales élémentaires en termes de développement et de développement humain durable, vers une implication personnelle en toute connaissance de cause.

L'éducation au développement encourage la pleine participation de tous les citoyens à la lutte pour l'éradication de la pauvreté dans le monde et contre l'exclusion. Elle cherche à influencer des politiques nationales et internationales économiques, sociales, environnementales et fondées sur les droits de l'homme qui soient plus équitables et plus durables.

Source : Forum européen pour l'éducation au développement www.deeeep.org/english/what_is_de/definitions/

Les gouvernements des pays membres de l'OCDE encouragent l'enseignement des questions du développement fournissant un cadre politique et un soutien financier via leurs administrations et leurs agences dédiées à la coopération au développement. Dans la plupart de ces pays, les donateurs externalisent l'éducation au développement sur les ONG et autres OSC. Il est vrai que les politiques et les budgets de l'éducation au développement existent généralement grâce aux pressions exercées par la société civile. Pour l'heure, les ministères de l'Éducation sont ostensiblement absents de la scène, même si des efforts sont en cours, notamment en Finlande, en Irlande, en Suède et au Royaume-Uni, afin d'institutionnaliser l'enseignement des questions internationales dans les programmes scolaires⁸. Néanmoins, l'éducation au développement est assez présente dans les écoles grâce à la motivation personnelle des enseignants intéressés par ces questions.

Des approches différentes mais complémentaires

En pratique, les trois approches – information/communication, argumentation (« plaidoyer ») et enseignement des questions du développement – sont interconnectées et se chevauchent : elles visent toutes à influencer la société en faveur d'une plus grande justice sociale et elles ont toutes un lien avec l'éducation.

Cela dit, les théories et les méthodes qui sous-tendent ces approches diffèrent, ce qui suscite à l'occasion désaccords et tensions entre des acteurs qui veulent défendre et promouvoir leur approche personnelle.

Par exemple, la philosophie fondamentale de l'éducation, y compris l'enseignement des questions du développement, veut que des personnes libres puissent se déterminer par elles-mêmes. L'enseignement public se devrait donc de présenter des éléments de débat et des hypothèses plurielles de manière neutre et non idéologique, afin de permettre aux personnes de se forger leur propre jugement. Toutefois, les campagnes de sensibilisation et la communication ne sont pas tenues par cette philosophie : les campagnes sont menées pour susciter l'enthousiasme des gens dans une perspective spécifique et pour un changement de politique ; la communication au service du développement vise à informer et augmenter la prise de conscience.

Tableau I. **Information/communication, argumentation, éducation au développement: leurs différences**

	Information/communication	Argumentation	Éducation au développement
Vocation	Comblent les lacunes de connaissances	Changer les politiques	Changer les individus ; répondre aux besoins de formation dans un monde interdépendant
Objectifs	• Transparence • Responsabilité • Mobiliser le soutien aux réformes • Communication d'entreprise/affaires publiques : image, réputation, crédibilité • Contribuer à l'évolution des comportements	• Argumenter et mener campagne pour changer les politiques • Mobiliser les citoyens pour la cause du changement et de la justice sociale	• Permettre aux individus de vivre dans une société mondiale interdépendante et de partager l'idéal de justice sociale
Principale intérêt pour le public	S'informer	Agir et s'impliquer dans des campagnes	Apprendre

Ce sont les bailleurs de fonds de l'éducation au développement qui déterminent le plus souvent les objectifs des programmes engagés et déterminent dès lors les « indicateurs » de leurs résultats. L'un des indicateurs types est notamment le renforcement du soutien de l'opinion en faveur de l'aide et de l'annulation de la dette publique. Mais de ce paramètre peut naître un conflit avec les éducateurs, pour qui la réussite de la formation n'a pas forcément pour but d'augmenter le soutien ou la mobilisation de l'opinion publique. Et l'on peut aussi considérer comme positif

le fait qu'un individu apprenne à se monter critique à l'égard des dépenses d'aide. Des conflits similaires affectent de même le principe de l'évaluation : comme celle-ci répond souvent à une exigence du donneur, elle passe plutôt comme un moyen de contrôle que comme une leçon riche d'enseignements (ou une combinaison des deux).

Évaluation de la conscientisation et de la formation du public aux questions du développement : pourquoi aujourd'hui ?

Deux forces principales se cachent derrière l'importance sans précédent depuis 2000 qu'ont pris la communication et l'éducation des citoyens des pays membres de l'OCDE en matière de développement mondial. L'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ainsi que l'adoption en 2005 de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ont tout d'abord imposé des délais liés aux résultats qui requièrent des changements fondamentaux dans le comportement des donneurs. Cette procédure s'accompagne de pressions pour l'obtention, sur le terrain du développement, de résultats en faveur des pauvres dans un délai relativement court. La volonté politique en faveur de ce programme de réforme doit être soutenue, et les dirigeants des pays de l'OCDE doivent assumer et respecter leurs engagements. La mobilisation et le soutien accru des citoyens seront déterminants. Les gouvernements de l'OCDE doivent par ailleurs garantir que les citoyens aient accès à un enseignement adapté au monde interdépendant dans lequel ils vivent. L'évaluation s'impose ainsi à l'évidence dans la mesure où les communicants et les éducateurs doivent tirer profit de leurs expériences et démontrer leur valeur ajoutée face à une demande croissante d'information et de formation du public sur les questions internationales.

Les OMD, la Déclaration de Paris et la volonté politique

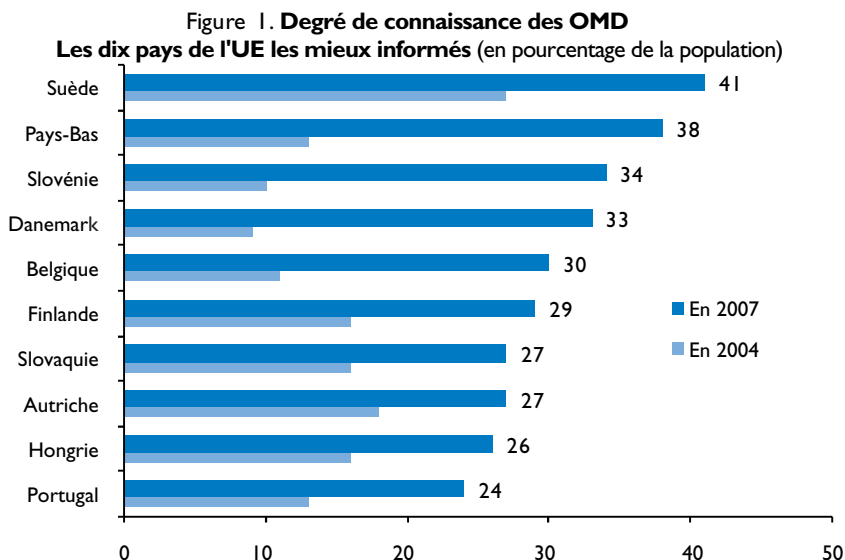
Des citoyens impliqués et manifestant leur soutien pourraient donner l'élan à une réforme aboutie de la coopération au développement au sein des pays de l'OCDE. Les gouvernements de l'OCDE ont besoin de volonté politique et de soutien de la part des décideurs pour traduire les engagements ambitieux qu'ils ont pris, au sommet du Millénaire des Nations unies – les OMD – ou au Forum de haut niveau de Paris sur l'efficacité de l'aide, en changements politiques concrets et en subventions supplémentaires au bénéfice du développement. Les hommes politiques, responsables devant leurs électeurs, peuvent se gagner le soutien du

public pour certaines politiques et certaines réformes, mais leurs actions réagissent également à l'opinion publique. Il faut être prudent avant de se conformer à l'opinion car celle-ci peut être mal informée sur l'aide et la coopération au développement. S'ils veulent obtenir le soutien de la population et pouvoir se conformer à une opinion publique bien informée en matière d'aide et de développement, les acteurs gouvernementaux comme non-gouvernementaux doivent mieux informer les citoyens sur leur programme de réformes.

Pour être efficace, la coopération au développement requiert une panoplie complexe d'instruments politiques, dont l'aide publique au développement (APD) est l'un des piliers. Toutefois, les enquêtes d'opinion menées dans plusieurs pays du CAD montrent que seule une minorité de citoyens établissent un lien entre, d'une part, le développement et, d'autre part, les politiques des pays donateurs qui ne sont pas strictement des politiques d'aide. Promouvoir davantage de cohérence entre ces politiques en les considérant sous l'angle du développement est une question politique sensible dans les cercles décisionnaires nationaux et internationaux car les intérêts en jeu divergent. Leur complexité complique également la définition du contenu des campagnes publiques et de l'éducation.

Lorsqu'ils ont approuvé la Déclaration de Paris pour l'efficacité de l'aide, les signataires ont réaffirmé leur volonté d'accélérer la mise en œuvre des promesses d'aide, en renforçant les « obligations mutuelles des donateurs et des pays partenaires à l'égard des citoyens et des instances parlementaires concernant leurs politiques et leurs stratégies de développement, et les résultats obtenus »⁹. Cet engagement exige des donateurs qu'ils communiquent et qu'ils expliquent mieux aux contribuables des pays de l'OCDE ce qu'est le développement. Il met également l'accent sur la qualité, la performance et les résultats de toutes les activités d'aide – y compris la communication et l'éducation en matière de développement.

Visiblement, les gouvernements répondent aux pressions croissantes exercées afin qu'ils mobilisent leurs citoyens sur ces questions. En 2007, la Campagne du Millénaire des Nations unies a soutenu les campagnes des OMD en partenariat avec des donateurs officiels et les OSC dans 17 pays membres de l'Union européenne (UE), en Australie, au Canada, au Japon, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis¹⁰. L'impact sur la sensibilisation du public a été positif, comme le montre la figure 1.



Source : Centre de développement de l'OCDE à partir des Eurobaromètres spéciaux 280 (2007) et 222 (2005), Commission européenne, Bruxelles.

Entre 2004 et 2006, le montant de l'APD alloué à la communication et à l'éducation en faveur du développement a augmenté d'environ 60 millions d'euros¹¹. Les médias couvrent par ailleurs largement ces questions, grâce à l'implication de célébrités qui utilisent leur notoriété pour les populariser et qui, de leur propre initiative ou dans le cadre de campagnes lancées par des ONG, demandent aux donateurs de modifier leurs politiques d'aide et/ou d'augmenter leur aide à l'Afrique. Les dirigeants politiques et leurs administrations sont ainsi placés sous les projecteurs et entraînés à plus d'efficacité dans leurs propres communications. La priorité donnée à l'évaluation apparaît également quand on évalue certaines grandes campagnes, par exemple la campagne suédoise des OMD ou encore *Make Poverty History*. Mais il reste prématuré d'évoquer une généralisation de l'évaluation.

L'interdépendance mondiale et la citoyenneté

L'ensemble des citoyens de la planète sont touchés – parfois en bien – par la mondialisation et l'interdépendance générées principalement par l'économie et la technologie¹². Le débat public au sein des pays membres de l'OCDE montre que les citoyens se sentent concernés par les changements dans l'équilibre des forces

internationales à mesure que des pays en transition, comme la Chine ou l'Inde, acquièrent un poids économique (et politique) conséquent. Ils sont aussi conscient des menaces que font peser, sur la sécurité humaine et le bien-être, le terrorisme international, les changements climatiques, la marginalisation, la discrimination et la corruption, mais aussi et surtout la pauvreté extrême qui touche 20 pour cent de la population mondiale¹³.

Les gouvernements des pays membres de l'OCDE reconnaissent la nécessité d'aider les citoyens à comprendre le monde dans lequel ils vivent mais aussi les défis qui le menacent. En effet, c'est pour cette raison que l'éducation pour une citoyenneté mondiale s'institutionnalise par le biais d'initiatives officielles d'éducation, notamment au Royaume-Uni où les programmes scolaires ont été récemment modifiés. Les questions internationales et de développement prennent de fait une place importante dans l'éducation publique, avec parallèlement une exigence de plus en plus pressante. Dans le même ordre d'idées, il y aura également une pression plus forte pour professionnaliser davantage les praticiens du développement/éducation internationale au sein des ONG. L'évaluation aide à identifier les bonnes pratiques et contribue à un contrôle plus rigoureux des résultats, des capacités et des leçons à tirer.

Après avoir établi le contexte de la sensibilisation accrue du public aux questions du développement et les raisons de recourir à l'évaluation pour améliorer les performances, nous pouvons nous concentrer sur les goulots d'étranglement qui freinent le déploiement de l'évaluation de l'information/communication, de l'argumentation et de l'éducation et de la formation aux questions du développement.

Mettre en pratique les principes de l'évaluation

Nous avons introduit ce travail en déclarant que faire évoluer le consensus sur la priorité et la nécessité de l'évaluation n'allait pas de soi du fait d'un certain nombre d'obstacles que les décideurs politiques et les acteurs ont du mal à surmonter. Ces défis – dont un certain nombre ne datent pas d'aujourd'hui, comme le montrent des études précédentes sur la question¹⁴ – ont été discutés lors du séminaire de Berlin en mars 2007. Cette section abordera d'abord les éléments plus faciles de la mise en pratique d'une évaluation avant de se pencher sur des difficultés plus spécifiques – et sérieuses – évoquées lors du séminaire.

Définir l'évaluation

Le réseau d'évaluation du CAD définit l'évaluation comme l'appréciation systématique et objective d'un projet, d'un programme ou d'une politique, qu'ils soient en cours ou finalisés, de leur conception, de leur mise en œuvre et de leurs résultats¹⁵. L'objectif est de déterminer leur pertinence, les objectifs accomplis, leur rendement, leur efficacité, leur impact et leur durabilité. Une évaluation doit fournir des informations crédibles et utiles permettant d'en tirer des leçons lors du processus de prise de décision des acteurs et des donneurs.

Dans les champs de l'information/communication, de l'argumentation et de la formation aux questions du développement, l'évaluation est un outil répondant à plusieurs objectifs, dont un bilan comptable auprès des donneurs et de groupes cibles, et auprès des personnes impliquées par ces activités – généralement les pauvres des pays en voie de développement. Si elle justifiée, le bilan comptable destiné aux donneurs éclipse souvent les autres objectifs de l'évaluation, tels l'apprentissage et l'amélioration des pratiques. Pour les acteurs, cela dit, une évaluation doit :

- être systématique;
- éclairer les pratiques sur la base de données certifiées ;
- en tirer des conséquences claires pour les futures pratiques ;
- permettre une formation continue, une amélioration et une évolution du travail des agents eux-mêmes¹⁶.

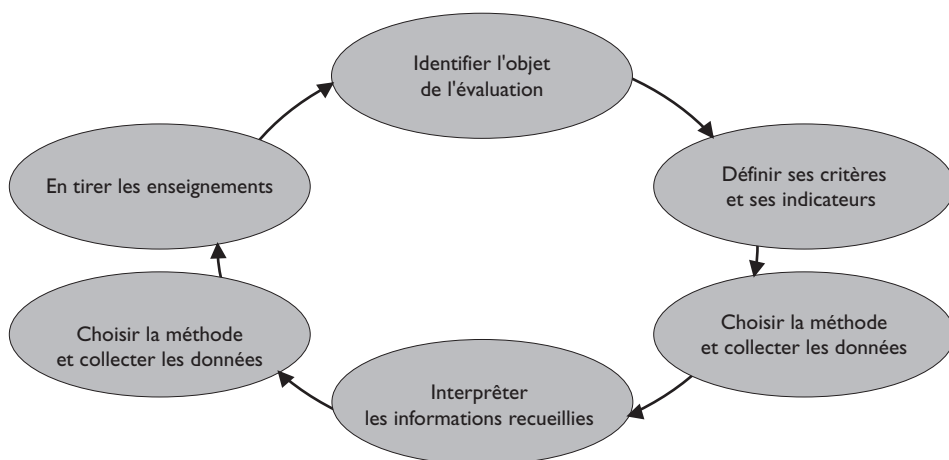
Bourn écrit par exemple, au sujet de la formation aux questions du développement : « Évaluer et mesurer l'impact des programmes de la formation aux questions internationales et du développement ne peuvent se faire que dans le cadre des process de l'enseignement et de l'apprentissage. Nous pouvons mais ne devons pas perdre de vue la relation entre les programmes de 'développement' et les 'programmes d'apprentissage' »¹⁷.

Par ailleurs, l'argumentation et la formation aux questions du développement ont évolué à partir de la pratique plutôt que de la théorie. Le manque de recherches et de données certifiées sur les meilleures pratiques explique notamment cette évolution. L'évaluation peut donc contribuer à combler ce manque, mais elle ne doit pas perdre de vue les besoins immédiats tels que l'identification des résultats et les leçons à tirer des expériences pour les acteurs.

Partir sur de bonnes bases

Les règles fondamentales de l'évaluation sont assez claires et ne devraient pas freiner les nouveaux venus sur ce terrain. Le premier point, le plus élémentaire, c'est qu'une évaluation doit être systématique, qu'elle soit externe ou en interne (auto-évaluation). La figure 2 illustre le cycle d'une évaluation, permettant de suivre les différentes étapes et phases de l'évaluation. On se référera aussi utilement aux outils et aux manuels produits par les différentes associations et réseaux d'évaluation existant dans la plupart des pays de l'OCDE et dans le monde. L'encadré 3 donne un panorama des associations d'évaluation qui produisent ce type de documents.

Figure 2. Le cycle de l'évaluation



Source : à partir de Rolff (1998) ; Stufflebeam et Shinkfeld (2007).

Encadré 3. Les normes de l'évaluation

Les normes internationales comprennent des règles et des exceptions claires en matière d'évaluation. Elles seront utiles pour évaluer la communication, l'argumentation et la formation aux questions du développement, même si ces normes n'avaient pas été conçues dans ce but au départ. Les ministères et les associations nationales d'évaluation proposent également des critères et des normes d'évaluation utiles.

Les normes de qualité de l'évaluation au CAD

http://www.oecd.org/document/29/0,3343,fr_2649_34435_16557149_1_1_1_1,00.html

Ces normes, disponibles en français et en anglais, sont en cours d'expérimentation. Les normes de qualité de l'évaluation du CAD identifient les éléments clefs nécessaires à une évaluation de qualité au niveau du processus et des résultats. Ces normes concernent plus spécifiquement l'efficacité des programmes internationaux de développement et elles offrent des perspectives intéressantes pour la communication, l'argumentation et la formation aux questions du développement. Elles dépeignent la logique, le but et les objectifs d'une évaluation, sa portée, son contexte, sa méthodologie, les sources d'information, les synergies, l'éthique d'évaluation, la garantie de qualité, la pertinence des résultats de l'évaluation et son exhaustivité.

Le Comité conjoint sur les normes d'évaluation de l'éducation

www.wmich.edu/evalctr/jc/

Ce comité a établi des critères d'évaluation, concernant en particulier la formation aux questions du développement. Il distingue des normes d'utilité, de faisabilité, de propriété et d'exactitude. *The Program Evaluation Standards* est un ouvrage d'autant plus précieux qu'il propose des exemples pour chacun des critères et des références utiles. Ce document est particulièrement intéressant pour les nouveaux venus dans cette discipline.

Voir : James R. Sanders, Chair (ed.) 2003: *The Program Evaluation Standards*, 2^{ème} édition. Sage Publication, Thousand Oaks, États-Unis.

Les critères d'évaluation des Nations unies (2005)

<http://www.uneval.org/index.cfm?module=Library&page=Document&DocumentID=5662>

Les critères du groupe d'évaluation des Nations unies sont très concis et se concentrent sur le cadre et la gestion institutionnels de la fonction d'évaluation, sur les compétences et les questions éthiques, sur les procédures des évaluations et de leur compte rendu. Publication disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe.

Le Groupe d'évaluation indépendant de la Banque mondiale

www.worldbank.org/ieg/ecd/tools/

<http://www.banquemondiale.org/EXT/French.nsf/DocbyUnid/7A2B3D227528F35285256FA8006AE555?Opendocument>

Évaluation et suivi : quelques outils, méthodes et approches.

Il s'agit d'une recension des outils d'évaluation et de suivi, de méthodes et d'approches, y compris leur destination et leur mode d'emploi ; de leurs avantages et de leurs inconvénients ; de leurs coûts, des compétences et des délais nécessaires. Le document, qui fournit aussi des références clés, est disponible en anglais, arabe, espagnol, français, portugais et russe.

Les difficultés annexes

Les difficultés les moins épineuses concernent la procédure de l'évaluation, et elles peuvent généralement être maîtrisées assez facilement. On les rencontre au moment : i) de consulter au départ les principales parties prenantes afin de déterminer le champ de l'évaluation ; ii) de déterminer les critères et les indicateurs ; iii) de choisir la méthode à suivre ; et iv) de rendre compte et de communiquer les résultats de l'évaluation.

- i) Il faut souvent déployer beaucoup d'énergie pour lancer une évaluation. Il est tentant de vouloir tout évaluer, mais l'expérience met en garde contre cette tentation car une ambition excessive est difficilement réalisable¹⁸. Dans un secteur aux ressources limitées, l'évaluation concernera les tâches quotidiennes. L'évaluation peut aborder l'ensemble de la chaîne du travail, mais elle devra se focaliser sur un maillon précis. Une fois prise la décision d'évaluer une activité donnée, il s'agit de consulter les principales parties en charge de cette activité et d'assurer la transparence du processus en cours. Le champ de l'évaluation et l'articulation du questionnaire seront décidés collectivement.
- ii) Il faut ensuite déterminer les critères et les indicateurs, et l'évaluation se cantonnera aux mesures correspondantes. Les critères (les caractéristiques/réponses du questionnaire de l'évaluation) et les indicateurs (les mesures indiquant si oui ou non les critères ont été respectés) constituent le cadre de l'évaluation. Les indicateurs sont souvent des données chiffrées, mais ce n'est pas systématique. Par exemple, le critère d'une évaluation qualitative d'une campagne de communication sur la pauvreté pourrait être la prise en compte dans cette campagne de la dimension multidimensionnelle de la pauvreté. Et l'un des indicateurs retenus pourrait être le nombre des mentions des différentes dimensions de la pauvreté dans les messages, les articles et les discours¹⁹.
- iii) Au moment de choisir la méthode que suivra l'évaluateur pour son enquête et la collecte des données, il faudra adopter des méthodes de collecte efficaces et appropriées, et se rappeler qu'un nombre relativement limité de données peut suffire à faire le tour de la question posée par l'évaluation. Les professionnels de l'évaluation affirment souvent qu'il n'est pas indispensable de rechercher de nouvelles données : on ignore trop facilement les données disponibles comme les courriers électroniques, les documents de communication interne, les lettres d'information et les registres des réunions. Il n'est donc pas toujours nécessaire de commanditer des questionnaires généralistes onéreux. Il sera

utile, en vue d'une future évaluation, d'intégrer la collecte des données dans le plan de travail quotidien et sur le long terme, de sorte que le travail supplémentaire que nécessitera l'évaluation soit limité. Une fois les données collectées, les résultats devront être interprétés avec les critères de l'évaluation. Il est important de limiter les jugements subjectifs sur la qualité du travail évalué. Critères et indicateurs permettent un jugement plus objectif.

- iv) Le bilan, la communication et la discussion des résultats représentent souvent la partie la plus négligée du processus d'évaluation. Il s'agit pourtant probablement de l'étape essentielle. La discussion des résultats et des conclusions de l'évaluation – avec les acteurs concernés – est l'occasion d'identifier les leçons à en tirer pour les activités futures. Dans la pratique, les discussions ouvertes avec tous les acteurs sont parfois polémiques, surtout si la confiance mutuelle est faible. Les tensions et la peur de résultats négatifs sont fréquentes, surtout si les financements à venir sont conditionnés par les résultats de l'activité évaluée. Ce problème peut être édulcoré si l'évaluateur, l'acteur de terrain et le donneur s'accordent dès le départ sur le but de l'évaluation, ses critères et ses indicateurs.

Des petites difficultés aux plus grandes

S'atteler aux difficultés lourdes est autrement difficile car celles-ci concernent les attentes, les réseaux de pouvoir, la confiance et la légitimité. Le centre belge de formation pour le développement et la solidarité internationale (ITECO) a identifié quelques unes des tensions classiques que suscite une évaluation²⁰ :

- L'évaluation est-elle objective ou subjective ?
- Est-elle externe et/ou menée en interne ?
- Concerne-t-elle les résultats ou les procédures ?
- Vise-t-elle le contrôle ou l'apprentissage ?
- Peut-elle contribuer à un changement individuel et/ou collectif ?

Les donneurs officiels sont par ailleurs préoccupés par deux types de difficultés : i) se servir de l'évaluation pour mesurer l'attribution (lien de causalité entre l'action et un changement observé dans l'attitude ou le comportement) et les effets à long terme ; et ii) comment développer la politique d'évaluation la plus cohérente et la plus appropriée pour les activités de conscientisation et de formation à court terme qui sont menées en externe par les ONG ou les associations de terrain ?

Enfin, les participants au séminaire de Bonn ont listé des questions liées à l'évaluation, comme :

- Est-ce qu'une évaluation peut faciliter l'établissement d'un bilan et la prise de conscience des leçons à en tirer ?
- Qu'est-ce qu'une bonne évaluation ? Peut-elle répondre à toutes les questions ?
- Qui doit financer l'évaluation ? Qui doit la mener ? Quand doit-elle être réalisée ?

Dans la mesure où plusieurs des problèmes que soulèvent ces questions peuvent se chevaucher, nous en distinguons cinq catégories, et suggérons les moyens de surmonter les défis qu'ils posent.

Problème 1 : Peut-on attribuer à une activité donnée les résultats identifiés par l'évaluation ?

Par postulat, l'évaluation ne résoudra pas toujours le problème de l'attribution. Dans chacune des trois approches de la conscientisation et de la formation du public, il est particulièrement difficile d'établir une causalité claire entre les campagnes menées et leurs résultats sur l'opinion publique ou en termes d'apprentissage et d'évolution des politiques. Les ingrédients d'un changement d'attitude et de comportement sont obscurs. L'un des intervenants du séminaire de Berlin a toutefois affirmé que la difficulté de déterminer l'attribution sur la base d'une évaluation ne devrait pas servir d'excuse aux décideurs politiques de haut rang. Pour déterminer les causalités, il a donc été suggéré de conduire, avant même le début du projet, des recherches fondamentales sur les modèles d'attitudes et de comportements des groupes cibles.

Dans certains cas, la recherche scientifique est mieux à même de mesurer la causalité entre l'apprentissage et les changements d'attitudes. Si l'environnement de l'apprentissage peut avoir une influence identifiable sur celui qui apprend, nous savons également que les individus peuvent apprendre très vite, facilement ou, à l'inverse, plus lentement, et que cela dépend également de la qualité de l'enseignement, des capacités d'apprentissage individuelles, des pairs, mais aussi du débat public (voir encadré 4).

Les inconvénients de l'utilisation de la recherche scientifique pour résoudre le défi de l'attribution sont liés au coût et au temps nécessaire pour mener cette recherche.

Encadré 4. La complexité de l'apprentissage

La psychologie cognitive et la neuroscience contemporaines constatent que l'apprentissage est un processus autodéterminé et auto-construit complexe qui ne résulte pas uniquement des contributions extérieures mais aussi de structures propres à l'individu liées à sa manière de gérer ses connaissances et ses impressions (National Research Council, 2000 ; OCDE, 2002). Dans certaines situations, de tout petits détails peuvent avoir un effet considérable et déclencher une cascade d'apprentissage auto-centrée ; dans d'autres cas, aucune résonance ne se produit chez l'apprenti. Dans les situations d'apprentissage informel et quand les tâches d'apprentissage définies par les communicateurs, les meneurs de campagne et les éducateurs du développement sont complexes – comme développer une pensée critique par rapport au développement –, il est particulièrement délicat d'attribuer les résultats en termes d'apprentissage aux différents efforts des uns et des autres.

Problème 2 : Que doit mesurer une évaluation ?

Les évaluations se doivent de mesurer le processus et les résultats. À l'inverse des attributions, qui relèvent des chercheurs, l'évaluation convient pour mesurer : i) la résonance d'une activité sur ses destinataires ; ii) la qualité des concepts et des processus ; et iii) la bonne utilisation des ressources engagées.

- La résonance d'une activité donnée peut se mesurer à partir de données comme le nombre de personnes touchées, l'opinion publique sur le thème évoqué, les articles de presse, les réactions des acteurs d'un événement, les perspectives des parties prenantes, etc.
- La qualité du processus peut être évaluée en comparant les concepts utilisés et les discours (nationaux ou internationaux) sur les concepts, et en évaluant la manière dont l'activité a été mise en œuvre, dont les personnes s'y sont impliquées, les méthodes et les stratégies utilisées.
- Une analyse de l'efficacité se concentre sur les ressources utilisées, avec une étude comparative des ressources employées pour des activités similaires.

Ces mêmes questions de l'évaluation sont communes aux trois approches de la conscientisation du public lorsqu'il s'agit de mesurer le processus et les résultats. Elles devraient différer lorsqu'il s'agit d'évaluer l'objectif général d'une activité et les résultats sur le long terme. Les objectifs de fond d'une stratégie de communication, comme une amélioration de l'image, seront évalués d'une manière différente de l'objectif de l'argumentation – le changement de politique – et de celui de la formation aux questions du développement – encourager les individus à s'informer sur le développement.

Problème 3 : Les conditions d'une bonne évaluation

Des critères standards et l'argent sont deux des conditions d'une bonne évaluation. Les deux sont insuffisants en matière de sensibilisation et d'éducation du public.

La faiblesse des concepts et le manque d'une expérience de la bonne pratique basée sur le consensus rendent difficile la définition de critères de qualité. Une manière commode de surmonter ce manque de directives qualitatives normalisées lorsqu'il s'agit d'établir les critères et les indicateurs sera de prendre en compte les éléments structurels évidents des activités à évaluer. Le critère de qualité diffèrera par exemple si les activités sont réalisées par une équipe de bénévoles ou si elles sont le fait de professionnels formés et rémunérés. Il variera de même selon l'environnement du travail effectué (éducation formelle ou informelle par exemple) et le type de groupes cibles (enfants ou adultes).

Le financement de l'évaluation est insuffisant, et cette insuffisance se ressent à toutes les étapes du cycle de l'évaluation. Cela est dû au manque et à la nature des fonds affectés aux activités de sensibilisation du grand public. La question du montant à réserver à une évaluation revient souvent dans la discussion. Faut-il fixer par exemple un pourcentage du coût du projet ? Il n'y a pas de règle établie. Toutefois, le Département britannique pour le développement international DFID (2005) avance une utile réflexion : « Les opinions sur la part du budget à réserver à l'évaluation varient. Une règle empirique fixe une fourchette de 5 à 10 pour cent. Cette part peut être plus grande pour les petits projets et ceux à brève échéance. Ce peut être aussi le cas des projets pilotes, quand on tente d'étalonner le potentiel de réussite d'un programme selon son étalement dans le temps. Dans ces cas de figure, les coûts d'évaluation peuvent représenter 30 pour cent, voire plus, du budget total » (DFID, 2005).

La nature du financement – les pouvoirs publics étant est le donneur principal – concerne au plus haut degré les animateurs des campagnes et les éducateurs car il y a de fréquentes divergences entre donneurs et acteurs sur les objectifs de l'évaluation²¹. Les professionnels de terrain ressentent souvent l'évaluation plus comme un outil visant à réduire les financements que comme une incitation à améliorer la qualité sur la base de ses conclusions. Les acteurs sont donc peu motivés à développer une culture de l'évaluation dans leur travail. Afin de dépasser cette difficulté, les donneurs devraient exiger et financer des évaluations qui satisfassent autant aux besoins de formation des acteurs qu'aux exigences comptables des donneurs. Les praticiens doivent pour leur part accepter l'idée qu'ils peuvent apprendre de leurs erreurs.

Problème 4 : Les conditions de validité d'une auto-évaluation

Une auto-évaluation est organisée et mise en œuvre par les propres responsables d'un projet. Conscients des conflits entre l'objectivité et la subjectivité lors d'une évaluation, les communicateurs et les éducateurs en quête de financements demandent quels types d'auto-évaluations sont acceptables et justifiables, et quand peuvent-ils y procéder. La réponse va de soi : elle dépend de l'organisation, de l'activité considérée, et de l'objectif de l'évaluation. Il est également important de considérer les avantages et les inconvénients d'une auto-évaluation par rapport à une évaluation externe.

Le choix de l'évaluation – externe ou en interne – doit être fait en pesant le pour et le contre. On peut tirer un parti maximal d'une auto-évaluation si l'on respecte une procédure systématique et le cycle de l'évaluation. Cela implique de s'atteler à la définition des critères, des indicateurs, des conclusions et de la procédure aussi scrupuleusement que le ferait un évaluateur externe. Pour les novices de l'auto-évaluation, il sera précieux de consulter un évaluateur spécialisé ou de se faire superviser.

Tableau 2. Avantages et inconvénients d'une auto-évaluation et d'une évaluation externe

Type d'évaluation	Avantages	Inconvénients
Auto-évaluation	• Les objectifs et le processus de l'évaluation sont déterminés et bien connus des acteurs, ce qui permet une bonne adéquation avec leur façon de travailler. • L'auto-évaluation permet une identification plus forte au travail et une mise en œuvre des résultats plus aisée. • Une bonne auto-évaluation donne un nouvel élan au projet.	• L'auto-évaluation risque d'être biaisée et subjective. • Dans les organisations en sous effectifs, ce risque affecte négativement la capacité de mise en œuvre du projet. • Il peut être nécessaire de mettre en place des formations permettant une meilleure objectivité et une plus grande distanciation du travail. • Si le personnel n'est pas familiarisé avec l'auto-évaluation, celle-ci peut être aussi coûteuse qu'une évaluation externe. • Les décisions sont souvent influencées par le facteur financier, même si cela n'est pas l'aspect le plus avantageux de l'auto-évaluation.

Tableau 2 (suite)

Type d'évaluation	Avantages	Inconvénients
Evaluation externe	• Un expert externe de l'évaluation qui conduit l'enquête est plus à même d'avoir un regard distancié et de donner un commentaire objectif. • Des points de vue extérieurs peuvent aider à imaginer de nouvelles perspectives et de nouvelles idées pour le travail • Des évaluateurs expérimentés peuvent avoir plus de facilité à se concentrer sur les questions les plus importantes et à rester indépendants.	• L'évaluateur peut ne pas être un expert des approches de la conscientisation et peut ne pas être familiarisé avec les méthodes d'évaluation d'une approche particulière. • La critique – même si elle vient d'un regard bienveillant – peut susciter de l'angoisse. • Cela peut prendre beaucoup de temps et d'énergie de fournir de l'information aux évaluateurs. • Le suivi peut être difficile une fois que l'évaluateur est intervenu.

Problème 5 : L'évaluation est-elle toujours un outil approprié ?

On a tendance à trop attendre de l'évaluation. Un meilleur usage de l'évaluation peut certes améliorer la qualité, et démontrer les résultats immédiats, du travail de conscientisation du public. Toutefois, les demandes faites à l'évaluation dépassent souvent ses capacités, en particulier en termes d'attribution de l'incidence des stratégies de conscientisation à des campagnes spécifiques et pour attribuer des changements d'attitude et comportements de long terme. Il faut donc mieux gérer les attentes possibles d'une évaluation.

Les décideurs politiques responsables des questions de sensibilisation du public, tout comme les communicateurs, doivent anticiper les attentes relatives à l'impact de leurs initiatives au sein même de leurs organisations, car il est difficile et coûteux de déchiffrer cet impact par l'évaluation. On peut donc envisager de mettre en évidence le potentiel et les limites de l'évaluation dans ce secteur. Il est clair que l'évaluation améliore la qualité des activités en vérifiant la validité des concepts, l'efficacité des processus et les résultats immédiats. Si l'on applique avec pertinence les résultats et les leçons de telles évaluations, les gains en qualité permettront de cerner l'« impact » à long terme des activités de conscientisation.

Bonnes pratiques : Évaluation de l'Information/Communication, de l'argumentation et de la formation aux questions du développement

Cette partie présente un certain nombre d'exemples de bonne pratique en matière d'évaluation pour les trois approches de la sensibilisation et de l'apprentissage, ainsi qu'un outil d'évaluation abordant la manière d'évaluer les résultats à long terme d'une stratégie globale.

Évaluation de la communication : les objectifs du Millénaire pour le développement

L'adoption des OMD en l'an 2000 a fourni aux organismes d'aide officiels, aux ONG et aux autres acteurs du développement un nouveau cadre pour la sensibilisation de l'opinion aux questions du développement. Elle a révolutionné la façon dont les donateurs communiquent autour de la notion de développement : on est passé de la communication d'idées à une communication sur des données « concrètes ». De nombreuses agences de développement officielles ont récupéré la promesse des dirigeants mondiaux de réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015 pour s'adresser autrement aux contribuables. S'ils prennent davantage conscience des objectifs, les citoyens commenceront à mettre leurs dirigeants au pied de leurs promesses aux pauvres.

Bonne pratique I : La campagne suédoise sur les OMD : « Une chance pour la vie »

La Suède est l'un des premiers membres du CAD à avoir conçu et mis en œuvre une stratégie de communication autour des OMD. Chaque année de 2003 à 2005, plusieurs variations ont illustré le thème de long terme (« il est possible de réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015 »). Une évaluation a été commandée en 2005 dans le but :

- 1) de fournir des idées au ministère suédois des Affaires étrangères sur la façon dont mener les campagnes de communication autour des OMD ;
- 2) d'évaluer si et comment le groupe du projet avait accompli sa mission : les objectifs de la campagne ont-ils été atteints ?

Les outils mobilisés ont été qualitatifs et quantitatifs : il y a eu des entretiens de fond avec des personnes impliquées dans la campagne et des partenaires, ainsi que des enquêtes téléphoniques auprès de 289 hommes et femmes politiques et meneurs d'opinion. La seconde partie de l'évaluation a été une recherche documentaire sur les buts, les activités et les résultats, en les mesurant à l'objectif de réussite du travail collectif du groupe.

La seconde partie a été la plus difficile, car il n'a pas été simple de rassembler l'ensemble des données sur le travail et les activités menés par l'équipe du projet pendant les trois ans.

(à suivre page 28)

Bonne pratique I (suite)

L'évaluation a été communiquée et discutée avec tous les partenaires impliqués ainsi qu'avec le ministre et le secrétaire d'Etat. Elle a également été traduite en anglais et partagée dans le cadre de la campagne du Millénaire des Nations unies.

Si les objectifs de la campagne étaient ambitieux, leur clarté a rendu possible son évaluation, et son déroulement s'est accompagné du début jusqu'à la fin par un apprentissage et un suivi .

Source : Présentation d'Ann Lundqvist au cours du séminaire de Bonn, 19-20 mars 2007, disponible sur : www.oecd.org/dataoecd/43/60/38405938.pps

Évaluation de la communication : le cas du tsunami de 2004

Le tsunami de 2004 en Asie a comme jamais précédemment braqué les projecteurs sur les donneurs officiels et les ONG, en raison de la date de la catastrophe (le lendemain de Noël), de son ampleur exceptionnelle et de l'étendue des dégâts. Compte tenu de l'émotion sans précédent de l'opinion publique, les donneurs savaient pertinemment que s'ils ne répondaient pas aux attentes du public, ils risquaient de porter atteinte à la crédibilité de la « communauté de l'aide » et alimenter ainsi le scepticisme à l'égard de la coopération au développement en général. Ils avaient conscience que leur capacité à gérer la catastrophe serait jugée en fonction de leur promptitude à i) exprimer leur compassion ; ii) envoyer des secouristes dans la région ; et iii) offrir leur aide. Le sentiment d'urgence exigeait également des donneurs un effort particulier pour communiquer sur la différence entre i) les secours d'urgence ; ii) l'aide humanitaire bilatérale délivrée par le canal des ONG ; iii) l'assistance de long terme en vue de la reconstruction. Les médias ont contribué à cette demande de l'opinion publique, et le tsunami et les sujets corrolaires sur l'efficacité de l'aide sont restés longtemps à la une avant de s'estomper graduellement du devant de l'actualité.

Bonne Pratique 2 : **La communication de AusAID autour du tsunami (2005 et 2006)**

L'agence australienne pour le développement international (AusAID) a mandaté un évaluateur extérieur pour un examen *a posteriori* de la manière dont le Groupe des affaires publiques (*Public Affairs Group* - PAG) avait réagi à la catastrophe, en vue d'intégrer l'expérience acquise pour la « capacité de réaction » face à de futurs désastres

Le but de l'évaluation était d'examiner comment le PAG avait su répondre aux problèmes soulevés par la communication, et non de mesurer l'efficacité de la communication en elle-même. Les principaux outils utilisés ont été un sondage et un débat avec modérateur entre les membres du personnel, y compris la direction.

Un sondage avec des questions ouvertes a été envoyé par courrier électronique avant la médiation, permettant aux agents du PAG de donner confidentiellement leur avis sur trois questions :

- Qu'est ce qui s'est bien passé ?
- Qu'est ce qui s'est mal passé ?
- Que faudrait-il améliorer ?

Douze recommandations spécifiques en vue des stratégies futures ont émergé du sondage et du débat. Entre autres : avoir à disposition un plan de gestion de crise pour les affaires publiques ; un organigramme du personnel ; prévoir des dispositions pour les déploiements à l'étranger ; faire participer activement le PAG aux réunions stratégiques de l'AusAID lorsqu'il s'agit de gérer ce genre de crises ; réfléchir à une meilleure visibilité du PAG sur le terrain ; développer une stratégie médiatique et un échantillonnage avec d'autres agences.

Les bonnes pratiques les plus évidentes révélées par l'évaluation menée pour le compte de l'Agence australienne pour le développement international montrent qu'une bonne communication est aussi importante que la délivrance de l'aide dans les situations d'urgence comme le tsunami ; que les gestionnaires doivent pouvoir exprimer au département des Affaires publiques leurs attentes en matière de communication publique en cas de catastrophe ; que les moyens financiers et techniques sont essentiels en la matière.

Source : AusAID (2005), Public Affairs Group response to Tsunami, de Clarity Communications Australia Pty Ltd, non publié.

*Évaluation de l'argumentation et des campagnes de sensibilisation :
le cas de la campagne « Make Poverty History ».*

La campagne 2005 « Faites de la pauvreté une histoire ancienne » a été lancée par un groupe d'ONG du Royaume-Uni pour coïncider avec la présidence britannique de l'UE et du G8, avec le sommet de l'ONU tenu cinq ans après la proclamation des objectifs du millénaire, et avec les négociations de l'OMC. Cette campagne s'est inspirée des leçons à tirer de la « campagne du Jubilé 2000 » pour la réduction de la dette des pays pauvres, et elle s'est construite grâce à la coopération et à la mobilisation d'une coalition de quelque 540 ONG représentant tous les pans de la société civile. Les objectifs de la campagne comprenaient : parvenir à l'horizon 2005 à des changements de politiques dans les domaines de l'aide ; inviter le public à se mobiliser pour davantage de changements au-delà de 2005. La mobilisation de l'opinion a été perçue comme la plus grande réussite de la campagne.

Bonne pratique 3 : La campagne « Make Poverty History » 2005, Royaume-Uni

L'évaluation de la campagne « Faites de la pauvreté une histoire ancienne » a été menée pour répondre à trois questions :

- 1) Quels ont été les progrès réalisés en 2005 par la coalition des ONG par rapport à ses objectifs ?
- 2) Quels ont été les forces et les faiblesses de l'approche et de la constitution de la coalition ?
- 3) Quelles leçons tirer pour l'avenir ?

Les méthodes et les outils utilisés pour l'évaluation ont consisté en entretiens avec plus de 70 personnes parties prenantes de l'action, en analyses des différents documents procurés par l'équipe et en questionnaires. On a recouru aussi à d'autres travaux d'évaluation en cours ainsi qu'à des travaux quantitatifs et qualitatifs sur l'opinion publique face à la pauvreté.

L'évaluation a mis délibérément l'accent sur les questions de procédure de la campagne.

Limites de l'évaluation : dans leur rapport, les évaluateurs ont souligné la difficulté à rassembler un échantillon représentatif, du fait des limites temporelles et budgétaires de l'évaluation ainsi que de l'ampleur et de la diversité d'une campagne de cette envergure. Le rapport souligne également la nécessité de poursuivre l'évaluation de la sensibilisation du public afin de pouvoir par la suite évaluer les incidences de la campagne à long terme – s'il y en a – sur l'évolution de l'opinion face à la pauvreté. Même si l'impact durable de la campagne n'était ni son objectif ni celui de l'évaluation, il y a toujours une sorte de pression pour démontrer que la campagne a eu un effet sur le niveau de connaissances acquises par le public. Mais il ne s'agit ici que très rarement de la partie la plus importante d'une évaluation, et le problème de démontrer ou non un impact sur l'opinion publique et son niveau de connaissance n'est pas résolu.

Source : Martin et al., 2005 : www.firetail.co.uk/MPH_2005_Evaluation.pdf

L'évaluation du développement et de l'éducation globale : le travail des ONG dans les écoles allemandes

Les évaluations du développement et de l'éducation globale abordent la difficulté d'identifier l'impact du projet éducatif à partir d'éléments concrets – tels que le nombre des manuels, des cours donnés à l'école et des écoliers concernés, ou par l'auto-perception des personnes impliquées dans le projet – plutôt qu'à partir des résultats du projet en termes de changements de comportements et de perceptions.

Il existe de nombreux moyens de délivrer un enseignement orienté vers le développement au travers du système éducatif, soit de manière officielle à tous les niveaux du cursus scolaire, soit moins formellement via les formations pour adultes et les formations techniques, voire dans des contextes d'apprentissage tout à fait informels comme les magasins de commerce équitable. L'évaluation de ce type d'enseignement peut se focaliser sur les activités elles mêmes ou sur le système (Höck, 2004). Le processus européen d'évaluation par les pairs de GENE est un bon exemple d'une évaluation de système dans ce champ²².

Bonne pratique 4 : L'enseignement des droits des enfants, « Terre des Hommes » - Allemagne

La section allemande de l'ONG « Terre des Hommes » a organisé une formation aux questions du développement à l'intention de quelques 90 étudiants des universités, entre juin 2004 et mai 2006. Cette formation, dédiée plus précisément aux droits de l'enfance, s'inspirait de l'expérience de terrain de l'ONG. Les étudiants se sont ensuite déployés dans des écoles publiques pour sensibiliser des enfants et adolescents de 9 à 15 ans et les encourager à s'impliquer dans la coopération au développement. Ces actions ont touché environ 2 100 écoliers, collégiens et lycéens. L'ONG a souhaité une évaluation *a posteriori* de l'impact de ce programme d'animation sur :

- 1) les animateurs ;
- 2) les enseignants impliqués ;
- 3) les classes concernées.

Les principaux outils utilisés ont été des questionnaires et des discussions de groupe. Les questionnaires étaient plus particulièrement orientés sur la formation des animateurs et leur travail dans les écoles, comme par exemple l'intensité de la préparation et du suivi de leurs visites, ainsi que les résultats concrets de leurs interventions dans les classes. On a demandé aux enseignants de noter leur degré de satisfaction à l'égard des intervenants et les effets à long terme de leurs interventions. Les animateurs ont participé aux discussions de groupe pour exposer leur vision et leur conception de la coopération au développement, ainsi que leur adhésion au travail de l'ONG et à leurs conditions de travail.

(à suivre page 32)

Bonne pratique 4 (suite)

L'évaluation a conclu que le travail des animateurs avait eu d'importants effets. L'efficacité et l'impact de l'ONG en termes de formation aux questions du développement se sont sensiblement améliorés. Le processus d'apprentissage a marqué une sensible différence pour les animateurs eux-mêmes. Mais l'évaluation a aussi montré que si ce genre d'initiatives touche un grand nombre d'écoliers et de lycéens à raison de deux ou trois heures de sessions dans les classes, on ne peut pas mesurer les connaissances acquises à cette occasion. L'évaluation a ainsi aidé à relativiser les attentes de l'expérience.

L'approche à plusieurs niveaux de cette évaluation est particulièrement intéressante. Elle a ainsi rapproché trois « clientèles » : les animateurs qui ont bénéficié d'une formation, les enseignants, et les écoliers eux-mêmes. Ce type d'approche a permis une meilleure compréhension des différents facteurs qui contribuent à une formation de qualité aux questions du développement. Parmi ces facteurs est apparue la nécessité de former les animateurs non seulement au travail de l'ONG et aux droits des enfants, mais aussi de les préparer aux lacunes des écoliers et à leur propre niveau de compétence.

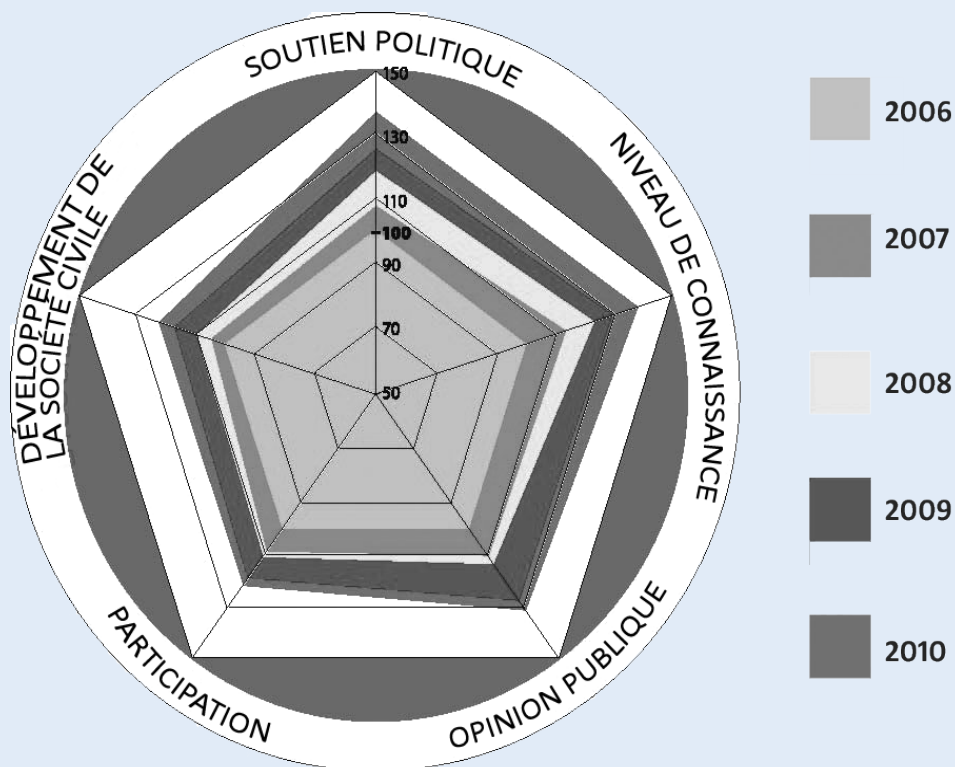
Source : Bergmüller, C. et S. Höck (2006), Evaluationsbericht des Multiplikatorenprogramm Nordrhein-Westfalen von Terre des hommes, Nuremberg.

Du bon usage des sondages pour mesurer les performances

À l'expérience, les évaluations parviennent mal à mesurer les effets d'une campagne de conscientisation et de formation du public. Les sondages d'opinion peuvent fournir des indicateurs de cette sensibilisation, qu'on peut tester en les croisant avec les stratégies de conscientisation et de formation (McDonnell et al., 2004). Toutefois, ces sondages ne sont pas la solution magique pour mesurer l'impact, car il est rare qu'ils soient doublés avant puis après la campagne, par manque d'argent, par manque de temps et parfois par manque de planification. Par ailleurs, les sondages sont souvent commandités dans le cadre d'une tentative politique d'encourager l'adhésion à des programmes spécifiques. Ils ne contribuent pas toujours à une stratégie de communication, ni ne peuvent servir à évaluer cette stratégie. Enfin, leur coût interdit souvent de recourir à des sondages en profondeur qui nécessitent des questions multiples.

Bonne pratique 5 : Le pentagone du NCDO

L'objectif de la stratégie de communication du Comité national néerlandais de la coopération internationale et du développement durable (Nationale Commissie voor Internationale Samenwerking en Duurzame Ontwikkeling – NCDO) est de renforcer le soutien du public à la coopération internationale, définie comme « le total de l'appui et du soutien au sein des Pays-Bas aux objectifs de la coopération internationale ». Afin de le mesurer, le contrôle et l'évaluation sont partie intégrante de la stratégie de communication. NCDO a développé un outil de mesure, sous la forme d'un pentagone, pour mesurer l'évolution dans le temps du soutien du public .



(suite page 34)

Bonne pratique 5 (suite)

Les indicateurs du renforcement du soutien de l'opinion sont le niveau des connaissances des personnes, ainsi que leurs attitudes et leurs comportements par rapport aux objectifs de la coopération internationale. Les indicateurs de comportement sont l'implication des personnes dans la société civile néerlandaise et son niveau de développement.

Ces indicateurs se mesurent à partir de cinq catégories : la politique, les connaissances, l'opinion, la participation et le développement de la société civile. Chaque catégorie comporte trois indicateurs. Pour mesurer la participation, les indicateurs sont les suivants :

- 1) Le nombre de personnes impliquées dans des initiatives privées de petite échelle ;
- 2) Le nombre d'émissions de télévision qui traitent de la coopération internationale ;
- 3) Les parts de marché du commerce équitable dans le pays.

Les enquêtes d'opinion menées en 2006 servent d'étalon pour les mesures. C'est à partir de ces mesures que des projections réalistes sont proposées pour les années de la période 2007-10. Ces prévisions serviront de référence pour les sondages d'opinion menés jusqu'en 2010 afin d'évaluer l'impact de la stratégie de communication dans les prochaines années.

Source : Bergmans et al., 2007, disponible sur : www.ncdo.nl

Conclusion

Le programme international d'information et de formation des citoyens des pays de l'OCDE aux questions de la pauvreté mondiale et du développement a atteint des proportions inégalées depuis le début du millénaire. Ce déploiement offre de nouvelles opportunités aux communicateurs et aux éducateurs qui ont été les pionniers de ce travail depuis des décennies. Il leur pose aussi de nouveaux défis, au premier rang desquels l'évaluation.

Des solutions et des propositions sur la manière d'aborder les défis de l'évaluation ont été discutées, au cours d'un séminaire d'experts, par des évaluateurs, des donneurs, et des acteurs venus d'ONG. Les défis liés aux procédures d'une évaluation sont bien plus commodes à relever que les défis liés aux politiques. La documentation est abondante à leur sujet, et il existe des outils, comme le cycle de l'évaluation, pour aider l'évaluateur à suivre systématiquement la procédure. Des protocoles de consultation et de transparence engageant l'évaluateur, les acteurs

et le bailleur de fonds – dans le cas d'une évaluation externe – sont nécessaires tout au long de l'évaluation pour qu'elle se déroule en souplesse. Les principes de transparence, tel le travail en équipe, sont également essentielles pour relever les défis plus difficiles que posent les politiques. Des profils d'évaluation répondant à la fois à l'exigence de dresser un bilan et à la nécessité de retirer des leçons des expériences sont essentiels pour créer une culture positive de l'évaluation de la conscientisation et de la formation du public aux questions du développement.

Ce Cahier de politique économique a relevé quelques-unes des pierres d'achoppement qui expliquent les réticences et l'inertie qui apparaissent quand il s'agit de généraliser l'évaluation de la conscientisation et de la formation aux questions du développement mondial. Les études de cas exposent méthodes et avantages de l'évaluation des activités d'information, de sensibilisation et de développement des initiatives de formation. Mais ce Cahier ne fait qu'effleurer la manière d'identifier les bonnes pratiques de l'évaluation de la communication, de la sensibilisation et de la formation aux questions du développement.

En approfondissant leur travail sur l'évaluation, les membres du réseau informel des communicateurs du CAD peuvent aborder une nouvelle étape, avec : la création d'un espace (par exemple un site internet) de partage des perspectives, des expériences et des résultats de l'évaluation ; un partage des ressources de la recherche scientifique sur les effets à long terme des campagnes de conscientisation ; la construction d'une base de connaissances plus consistante sur les réussites et les dysfonctionnements de ce secteur ; et, *in fine*, un travail d'équipe pour développer un minimum de normes communes pour évaluer la communication, la sensibilisation et la formation aux questions du développement dans le monde.

Notes

1. Voir Riddell, 2007.
2. Voir OCDE, Governance Directorate for recommendations on Citizens as Partners, Increasing Public Trust in Government and Inclusive Policy Making.
3. Communiqués de presse CONCORD (www.concordeurope.org/Files/media/internetdocuments/ENG/Aid%20watch/EUCouncilPR-jun07.doc) Oxfam Allemagne (www.oxfam.de/download/welt_kann_nicht_warten.pdf) et ActionAid International (www.actionaid.org/assets/pdf/English%20mm.pdf), InterAction (www.interaction.org/development/2007_G8.html) avant le sommet du G8 du 6 au 8 juin 2007, Heiligendam, Allemagne.
4. McDonnell, I. et H.B. Solignac Lecomte (2003), "Civil Society" in *Development is Back*, OCDE, Paris.
5. Voir le site de la campagne du Millénaire des Nations unies: www.millenniumcampaign.org/site/pp.asp?c=grKVL2NLE&b=138312; Mc Donnell (2004)
6. Entretien avec un membre de l'équipe de la campagne « Make Poverty History » à BOND, 2004.
7. UN Decade of Education for Sustainable Development 2005-2014 : http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=27234&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
8. Mc Donnell et al., 2003; GENE Peer Reviews www.coe.int/t/e/north-south_centre/programmes/3_global_education/d_Peer_Review_Process/Peer_Review_Process.asp; Development Education Association, Developing the Global Dimension in the school curriculum, www.dea.org.uk/uploads/4453d22a64a184b4f76a113996448fcf/s_dev_global_dim.pdf
9. Voir le texte de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide : <http://www.oecd.org/dataoecd/53/38/34579826.pdf>
10. Voir le site de la campagne du Millénaire des Nations unies www.millenniumcampaign.org/site/pp.asp?c=grKVL2NLE&b=173889
11. Selon le système de publication des comptes débiteurs du CAD et les données fournies par les membres du réseau DevCom.
12. Voir Robertson, 1995.

13. Voir la préface de Reisen et al., 2005, *Macroeconomic Policies : New Issues of Interdependence*, Centre de développement de l'OCDE, Working Paper No. 241. www.oecd.org/dataoecd/15/14/34322482.pdf
14. Voir les travaux préalables du centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, du Réseau européen d'éducation à la citoyenneté mondiale (GENE), du CCIC-CCCI au Canada et des membres du Forum de la plateforme européenne CONCORD, ainsi que l'étude du Centre de développement sur la politique et la pratique de l'évaluation dans les pays donneurs (2005).
15. Se référer au glossaire du CAD et des mots clefs de l'évaluation, en anglais : www.oecd.org/dataoecd/29/21/2754804.pdf
16. Scheunpflug et al., 2003.
17. Development Education Association (2001), *Measuring Effectiveness in development education*, DEA, Londres. Voir l'introduction.
18. Stufflebeam and Shinkfield, 2007, pp. 326-346.
19. Les indicateurs qui décriraient le mieux la qualité d'une campagne sont l'objet d'un débat dans le secteur de la sensibilisation et des campagnes de communication. Ces indicateurs doivent-ils mesurer la réaction politique ? La couverture médiatique ? Le nombre de participants lors des manifestations ? Le nombre de parlementaires signataires d'un manifeste ? Tous ces indicateurs sont fréquemment utilisés.
20. Voir la présentation de l'ITECO au cours du séminaire sur les questions de communication, de sensibilisation et de formation aux questions du développement : « Conseils et outils pour une amélioration de l'évaluation », Berlin, 19-20 mars 2007 www.oecd.org/dataoecd/43/57/38405984.pps#6
21. Consultation du CCIC-CCCI sur l'évaluation, ITECO sur les tensions, et les rapports de DEEEP www.deeep.org/english/about_deeep/training/index.php.
22. Voir le centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, 2005 ; O'Loughlin 2004.

Bibliographie

- APPADURAI, A. (1990), “Disjuncture and Difference in the Global Culture Economy”, in M. FEATHERSTONE, (ed.), *Global Culture: Nationalism, Globalization and Modernity*, Sage, Londres.
- ASBRAND, B. et G. LANG-WOJTASIK (2003), “Evaluation in Global Education : Improving Quality, Assuring Effectiveness” in *Global Education in Europe to 2015. Strategy, Policies and Perspectives*. North-South Centre of the Council of Europe, Lisbonne. www.coe.int/t/e/north-south_centre/programmes/3_global_education/h_publications/Maastricht_Congress_Report.pdf
- ASBRAND, B. et A. SCHEUNPFLUG (2006), “Global Education and Education for Sustainability”, in *Environmental Education Research*, Vol. (12) I pp. 33-47, Routledge, Oxfordshire.
- BAKER, D., P. LE TENDRE et K. GERALD (2005), *National Differences, Global Similarities. World Culture and the Future of Schooling*, Stanford University Press, Stanford.
- BERGMANS, N. et H. HELMICH (2007), *Public Support Pentagram : 2006 Baseline Measurement. A New Model for Measuring Public Support for International Cooperation*. NCDO, Amsterdam.
- BOURN, D. (2001), “Global Perspectives in Lifelong Learning”, in *Research in Post-Compulsory Education*, Vol. (6), 1.3, pp. 325-338 Education Research Association (FERA), Routledge, Oxfordshire.
- BOURN, D. (2007), *Development Education : From Practice to a Theory of Learning*, DERC, Londres. http://www.dea.org.uk/uploads/4453d22a64a184b4f76a113996448fcf/dea_conf_background_paper.pdf
- BRANSFORD, J.D., A.L. BROWN et R.R. COCKING (eds.), (2000), *How People Learn : Brain, Mind, Experience, and School : Expanded Edition*, National Research Council, Washington, D.C.
- BUTTERWEGE, C. et G. HENTGES (ed.) (2002), *Politische Bildung und Globalisierung*, Leske & Budrich, Opladen.
- CCIC-CCCI (2003), *Signes de Changement. Évaluer les incidences de nos activités d'engagement du public*, Rapport d'atelier, http://www.ccic.ca/f/docs/002_public_signs_of_change.pdf
- CENTRE NORD SUD (2005), *Global Education in Netherlands. The European Global Education Peer Review Process*, Centre Nord Sud, Lisbonne.

- CENTRE NORD SUD (2006), *Global Education in Austria. The European Global Education Peer Review Process*, Centre Nord Sud, Lisbonne.
- CENTRE NORD SUD (2006), *Global Education in Finland- The European Global Education Peer Review Process*, Centre Nord Sud, Lisbonne.
- CHADWICK, A. (2006), *Internet Politics. States, Citizens and New Communication Technologies*, Oxford University Press, New York, NY.
- DAVIES, I., M. EVANS et A. REID (2005), "Globalising Citizenship Education? A Critique of Global Education and Citizenship Education" in *British Journal of Educational Studies* Vol. (55) 1, pp. 66-89, Blackwell Publishing, Oxford.
- DAYTON-JOHNSON, J. et L. KATSELI (2006), *Migration, Aid and Trade. Policy Coherence for Development*, Centre de développement de l'OCDE, Repères No. 28, Paris : www.oecd.org/dataoecd/55/26/37860544.pdf
- DEA (2001), *Measuring Effectiveness in Development Education*, DEA, Londres, www.dea.org.uk/effectiveness
- DEA (2005), *Developing the Global Dimension in the school curriculum*, DEA, Londres www.dea.org.uk/uploads/4453d22a64a184b4f76a113996448fcf/s_dev_global_dim.pdf
- DFID (2005), *Monitoring and Evaluating Information and Communication for Development (ICD) Programmes. Guidelines*, DFID, Londres : www.dfid.gov.uk/pubs/files/icd-guidelines.pdf
- DfES (2004), *Putting the World into World Class Education*, Londres, HMSO.
- DfES (2005), *Developing a Global Dimension to the School Curriculum*, Revised edition, HMSO, Londres.
- ECONOMIST SPECIAL SURVEY (2006), "Among the Media" download at : www.economist.com/specialreports/displayStory.cfm?story_id=6794156;
- EDWARDS, M. (1999), *Future Positive, International Co-operation in the 21st Century*, Earthscan, Londres.
- EUROBAROMÈTRE SPÉCIAL 280/Vague 67.1 (2007), *Les Européens et l'aide au développement*, Commission européenne, Bruxelles http://ec.europa.eu/commission_barroso/michel/speeches/docs/ip/2007/EurobaroFR.pdf
- EUROBAROMÈTRE SPÉCIAL 222/Vague 62.2 (2005), *Attitudes envers l'aide au développement*, Commission européenne, Bruxelles http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_222_fr.pdf
- GOUVERNEMENT DE SUÈDE (2002/03:122), *Shared Responsibility : Sweden's Policy on Global Development* : www.sweden.gov.se/content/1/c6/02/45/20/c4527821.pdf
- HICKS, D. (2003), "Thirty Years of Global Education" in *+Education Review*, pp. 265-75

- HÖCK, S. (2004), "Structures for the Support of Development Education in Europe" in *Zeitschrift für Entwicklungspädagogik und internationale Bildungsforschung*, 2, p.7-14, Iko, Francfort sur le Main.
- ITECO (2007), "Development Education Evaluation. How to learn from Practice", présentation faite au cours de l'atelier informel d'experts sur les questions de communication, de plaidoyer et d'éducation au développement : Conseils et outils pour une amélioration de l'évaluation, Berlin, 19-20 mars 2007 www.oecd.org/dataoecd/43/57/38405984.pps#6
- KMK- Kultusministerkonferenz (2007), *Orientierungsrahmen für den Lernbereich Globale Entwicklung*, Bonn, www.eine-welt.netz.de/coremedia/generator/ewik/de/02__Aktuelles/KMK_20Orientierungsrahmen.html
- HARVEY J. (ed.) (1998), *Evaluation Cookbook Online*, Learning Technology Dissemination Initiative, Herriot Watt Edinburgh. www.icbl.hw.ac.uk/ltidi/cookbook/contents.html
- MARTIN, A., C. CULEY et S. EVANS (2005), *Make Poverty History 2005. 2005 Campaign Evaluation*, Firetail, Londres
- MCDONNELL, I. et H.-B. Solignac Lecomte (2005), "Les OMD, le contribuable et l'efficacité de l'aide", Centre de développement de l'OCDE, Repères No. 13, Paris. <http://www.oecd.org/dataoecd/50/41/35310833.pdf>
- MCDONNELL, I. (2004), "An International Perspective on Communication Strategies on the MDGs", OECD and NCDO, Paris et Amsterdam. www.oecd.org/dataoecd/19/8/33904346.pdf
- OECD (2002), *Understanding the Brain. Towards a New Learning Science*, OECD, Paris.
- OECD (2001), *Engaging Citizens in Policy Making : Information, Consultation and Public Participation*, PUMA Policy Brief No. 10, OECD, Paris. www.oecd.org/dataoecd/24/34/2384040.pdf
- O'LOUGHLIN, E. (2004), "Improving and Increasing Global Education through a Peer Review Process" in *Zeitschrift für Entwicklungspädagogik und internationale Bildungsforschung*, 2, pp. 29-31, VS Verlag, Wiesbaden.
- REISEN, H., M. GRANDES et N. PINAUD (2005), "Macroeconomic Policies : New Issues of Interdependence", Centre de développement de l'OCDE, *Working Paper* No. 241, Paris www.oecd.org/dataoecd/15/14/34322482.pdf
- RIDDELL, R. (2007), *Does Foreign Aid Really Work?* Oxford University Press, Royaume-Uni.
- ROBERTSON, R. (1995), "Globalization" in M. FEATHERSTONE, H. LASH. et R. ROBERTSON (eds.), *Global Modernities*, Sage, Londres.
- ROLFF, H.G. (1998), "Referat der Fachtagung „Qualität und Evaluation der Pädagogischen Schulentwicklung“, Nuremberg.

- SANDER, W. (2004), "Incitement to Freedom : Competencies of Political Education in a World of Difference" in *Development Education Journal*, 3, pp. 7- 10, Trentham, Londres.
- SCHEUNPFLUG, A. (2003), "Stichwort : Globalisierung und Erziehungswissenschaft" in *Zeitschrift für Erziehungswissenschaft*, 6. Jahrgang, Heft 2, pp. 159-172, VS Verlag, Wiesbaden.
- SCHEUNPFLUG, A. en coopération avec C. BERGMÜLLER et N. SCHRÖCK (2002), *Evaluation globalen Lernens. Eine Arbeitshilfe*. Brot für die Welt, Stuttgart.
- SCHEUNPFLUG, A. (2001), "Evaluation in der entwicklungsbezogenen Bildungsarbeit" in *Zeitschrift für Internationale Bildungsforschung und Entwicklungspädagogik (ZEP)* 24, 1, S.2-6, VS Verlag, Wiesbaden.
- SEITZ, K. (2002), *Bildung in der Weltgesellschaft. Gesellschaftstheoretische Grundlagen Globalen Lernens*. Brandes & Aspel, Francfort.
- STUFFLEBEAM, D.L. et A.J. SHINKFIELD (2007) *Evaluation Theory, Models and Applications*, Jossey-Bass Publishing, San Francisco.
- SUÁREZ-OROZCO, M. (2001), "Globalization, Immigration and Education :The Research Agenda" in *Harvard Educational Review*, Vol. (71), 1, 3, pp 345-365, Harvard Education Publishing Group, Harvard.
- UNESCO (1996), « L'Éducation : un trésor est caché dedans », Rapport à l'Unesco de la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt et unième siècle, Unesco Publishing, coll. *L'éducation en devenir*, Paris.
- WOODS, N. (2000), "The Challenge of Good Governance for the IMF and the World Bank Themselves", *World Development*, 28(5), pp 823-841, Elsevier Science Ltd., Royaume-Uni.
- WULF, C. et C. MERKEL (2002), "Globalisierung als Herausforderung der Erziehung", *European Studies in Education*, Vol 15, Waxmann, Münster/New York, NY.

Autres titres de la série

Les *Cahiers de politique économique* du Centre de développement peuvent être téléchargés à partir de : www.oecd.org/dev/cahiers ou obtenus via le mél : dev.contact@oecd.org

Ajustement et équité (N° 1)

par Christian Morrisson, janvier 1992

La Gestion de l'environnement dans les pays en développement (N° 2)

par David Turnham, avec Leif E. Christoffersen et J. Tomas Hexner, avril 1992

La Privatisation dans les pays en développement : réflexions sur une panacée (N° 3)

par Olivier Bouin, avril 1992

Vers la liberté des mouvements de capitaux (N° 4)

par Bernhard Fischer et Helmut Reisen, avril 1992

La Libéralisation des échanges : quel enjeu ? (N° 5)

par Ian Goldin et Dominique van der Mensbrugghe, juin 1992

Vers un développement durable en Afrique rurale (N° 6)

par David O'Connor et David Turnham, janvier 1993

Création d'emploi et stratégie de développement (N° 7)

par David Turnham, juillet 1993

Les Dividendes du désarmement : défis pour la politique de développement (N° 8)

par Jean-Claude Berthélemy, Robert S. McNamara et Somnath Sen, avril 1994

Réorienter les fonds de retraite vers les marchés émergents (N° 9)

par Bernhard Fischer et Helmut Reisen, janvier 1995

Quel cadre institutionnel pour le secteur informel ? (N° 10)

par Christian Morrisson, octobre 1995

Les Défis politiques de la globalisation et de la régionalisation (N° 11)

par Charles Oman, juin 1996

Quelles politiques pour un décollage économique ? (N° 12)

par Jean-Claude Berthélemy et Aristomène Varoudakis, septembre 1996

La Faisabilité politique de l'ajustement (N° 13)

par Christian Morrisson, octobre 1996

Politiques de biotechnologie pour l'agriculture des pays en développement (N° 14)
par Carliene Brenner, avril 1997

La Réforme des fonds de pension : leçons d'Amérique latine (N° 15)
par Monika Queisser, janvier 1999

Au lendemain de la crise asiatique : comment gérer les flux de capitaux ? (N° 16)
par Helmut Reisen, janvier 1999

Gouvernance participative : le chaînon manquant dans la lutte contre la pauvreté (N° 17)
par Hartmut Schneider, avril 1999

La Libéralisation multilatérale des droits de douane et les pays en développement (N° 18)
par Sébastien Dessus, Kiichiro Fukasaku et Raed Safadi, septembre 1999

Éducation, santé et réduction de la pauvreté (N° 19)
par Christian Morisson, octobre 2001.

Le Nouveau Régionalisme en Afrique subsaharienne : l'arbre cache-t-il une forêt ? (N° 20)
par Andrea Goldstein, mars 2002.

*Au-delà de Johannesburg : politiques économiques et financières pour un développement
respectueux du climat (N° 21)*
par Georg Caspary et David O'Connor, août 2002.

*Renforcer la participation à la gestion des dépenses publiques : recommandations à l'intention
des principaux acteurs (N° 22)*
par Jeremy Heimans, décembre 2002.

*La Gouvernance d'entreprise dans les pays en développement, en transition et les économies
émergentes (N° 23)*
par Charles Oman, Steven Fries et Willem Buiters, décembre 2003

Financer les Objectifs du Millénaire pour le développement : idées neuves (N° 24)
par Helmut Reisen, avril 2004.

Quelles politiques pour réduire le coût du capital en Afrique australe ? (N° 25)
par Martin Grandes et Nicolas Pinaud, septembre 2004.

*La Cohérence des politiques des pays de l'OCDE à l'égard de l'Asie de l'Est : enjeux
pour le développement (N° 26)*
par K. Fukasaku, M. Kwai, M.G. Plummer et A. Trzeciak-Duval, avril 2005.

*Renforcer le rôle économique des femmes dans les pays en développement :
pour le changement des institutions sociales (N° 27)*
par Johannes Jütting et Christian Morisson, juillet 2005.

Migration, aide et commerce : plus de cohérence en faveur du développement (N° 28)
par Jeff Dayton-Johnson et Louka T. Katseli, septembre 2006

Catastrophes naturelles et vulnérabilité (N° 29)
par Jeff Dayton-Johnson, octobre 2006

Politiques migratoires et développement : une perspective européenne (N° 30)
Louka T. Katseli, Robert E.B. Lucas et Theodora Xenogiani, novembre 2006

Après Gleneagles : la place des prêts dans l'APD (N° 31)

par Daniel Cohen, Pierre Jacquet et Helmut Reisen, novembre 2006

Fonds de matières premières : comment les améliorer? (N° 32)

par Daniel Cohen, Thibault Fally et Sébastien Villemot, février 2007

Les nouveaux acteurs du financement de la santé : quel impact pour un chouchou des bailleurs? (N° 33) par Denis Drechsler et Felix Zimmermann, juin 2007

Parier sur le développement : institutions de financement privées et donateurs (N° 34) par Javier Santiso, février 2008.

CAHIERS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT

Dans son programme de recherche, le Centre de développement s'attache à identifier et à analyser les questions qui se poseront avec acuité, dans un futur proche, aux pays membres comme aux pays non membres de l'OCDE. Ses conclusions contribuent à la recherche de politiques en phase avec les problèmes soulevés.

Les Cahiers de politique économique présentent ces observations de façon concise et accessible. La série, largement et rapidement distribuée vers un public ciblé, s'adresse spécialement aux décideurs politiques des domaines concernés.

Ce nouveau Cahier explique aux décideurs politiques et aux acteurs engagés dans les domaines de la communication, de la sensibilisation et de la formation aux questions de la pauvreté, des inégalités et de la coopération au développement, la nécessité d'évaluer plus en profondeur leur travail. Il préconise de susciter une culture de pédagogie d'une conscientisation tous publics ; il expose les éléments de base et les principes clés pour susciter une telle culture ; et il se penche sur les problèmes complexes qui freinent la mise en œuvre d'une évaluation. Entre autres questions : une évaluation peut-elle mesurer l'impact d'une campagne donnée sur l'état d'esprit du public ? Qui doit financer les évaluations et quel est leur coût ? Comment composer avec les réticences et la crainte que suscite une évaluation ? En conclusion, ce Cahier propose de renforcer la coopération internationale en vue de promouvoir l'évaluation des initiatives visant à sensibiliser davantage l'opinion aux questions de la pauvreté, des inégalités et de la coopération au développement ; de mettre en commun les ressources nécessaires aux évaluations ; de partager leurs enseignements et les bonnes pratiques ; et d'élaborer un minimum de normes pour procéder à une évaluation dans ces domaines.

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France

Tél. : +33 (0)1 45 24 82 00

Fax : +33 (0)1 44 30 61 49

Mél : dev.contact@oecd.org

www.oecd.org/dev

